

Conférence des Journées de l'économie à Lyon

jeudi 14 novembre 15h00-16h30

Thème : La transition énergétique, un casse tête financier ?

➤ Intervenants :

- Gaël s.j. Giraud, Directeur de recherche au CNRS
 - Alain Grandjean, Co-fondateur de carbone 4
 - Stéphanie Paix, Président du directoire de la Caisse d'épargne Rhône-Alpes
 - Jean-Pierre Sicard, Directeur du CDC climat
- Modérateur : Jean Baptiste Giraud, Economiamatin.fr

Parler de transition énergétique conduit de nos jours à revenir sur les enjeux consensuels liés à ce thème, à savoir, réduire la consommation d'énergie fossile, ou la consommation d'énergie dans son ensemble. Mais cela nous amène aussi à tenir compte de l'objectif de diviser par quatre l'émission de gaz à effet de serre (Grenelle de l'environnement) et relance le débat sur le nucléaire et le gaz de schiste... autant d'objectifs que la transition énergétique doit nous amener dans les années à venir à réaliser.

Cependant, pour réaliser ces objectifs, la société dans son ensemble doit disposer d'outils, du type :

- signal prix
- normes et règlements
- aide au financement des investissements.

Ainsi, l'outil d'aide au financement des investissements semble représenter un outil majeur de cette transition énergétique.

En effet, bien que sa rentabilité sur le court terme s'avère très faible, celui-ci pourrait participer à la réduction des risques macroéconomiques et être générateur de croissance.

On ne peut contester que cet investissement dispose d'un coût relativement important, mais son intérêt semble double : il serait en premier lieu créateur d'emploi et donc de croissance, mais aussi réducteur de la facture énergétique française.

En ce sens, il serait donc un enjeu majeur pour un pays comme la France, tout comme pour l'ensemble des pays du vieux continent, dont la facture énergétique s'aggrave de jour en jour et dont «l'appareil structurel» semble en panne sèche.

Il n'est pas inutile de rappeler qu'en France « on a pas de pétrole mais on a des idées », et cette idée de faire de la transition énergétique l'une des bifurcations structurelles de notre économie pourrait s'avérer être une porte de sortie de la crise et du mal déflationniste qui ronge notre activité ces dernières années.

En somme, on pourrait dire, qu'il n'existe pas une multitude de possibilités pour sortir de cette spirale déflationniste et de la pente dangereuse que semble suivre notre économie (croissance absente, taux directeur proche de zéro,...) : soit l'affrontement*, soit l'apaisement*

Cependant, les possibilités de financement ne semblent pas très nombreuses, le recours au marché financier n'étant pas possible, quand on prend en compte le fait que les marchés réclament pour leur part une rentabilité à court terme, et que la puissance publique connaît des déficits et des dettes publiques sans égards.

* : la guerre : raisonnement typiquement keynésien : « les conséquences économiques de la paix »

* : l'apaisement de notre facture énergétique : la transition énergétique.

Face à ces difficultés, la solution proposée s'inspire du secours apporté aux banques en 2008. Ainsi, l'État (dans sa toute puissance) pourrait créer une société de financement de l'économie française SFEF (société de droit privé) avec peu de capital, dans laquelle il serait minoritaire. Cette société pourrait proposer des prêts à long terme fléchés vers la transition énergétique et la rénovation thermique des bâtiments publics. Elle pourrait émettre de la dette, mais une dette disposant d'une garantie publique.

Ce financement pourrait permettre de financer :

- Une évolution des moyens de production d'énergie (éoliennes, panneaux photovoltaïques,...)
- Des investissements permettant la réduction des consommations d'énergie des bâtiments publics et des logements des ménages.

Cependant la question est de savoir si notre modèle économique est réellement prêt pour changer l'orientation de ses investissements. Notamment, par exemple, serait-il prêt à stopper le financement des infrastructures routières au profit d'infrastructures écologiques en développant de nouveaux réseaux adaptés aux nouvelles énergies ? Et cela en tenant compte du fait que les travaux de rénovation ne représentent que 40 milliards d'euros ?

Nous revenons ici toujours au même problème : ce type d'investissements est malheureusement très peu rentable sur le court terme et rencontre un problème d'allocation des ressources.

Mais qui pourrait mettre fin à ces controverses ?

Chacun sait que l'économie fonctionne majoritairement sur le crédit bancaire, et que lorsque l'on ne peut trouver de financement sur les marchés, on se tourne vers les intermédiaires financiers (les banques).

Dans cette logique, il conviendrait de redonner aux banques le pouvoir de créer de la monnaie pour financer ces chantiers nouveaux.

Bien que, pour le financement des particuliers, il n'y ait pas d'entrave à octroyer ces crédits (ceux-ci ne portant pas atteinte à leurs ratios), sur la partie grands travaux celles-ci viennent se heurter aux principes du comité de Bâle. Ces principes leur interdisent de dépasser plusieurs ratios (liquidité, solvabilité, levier,...) afin de limiter la création monétaire et les risques de faillites bancaires. Ainsi, avec une société de type SFEF, les crédits bénéficieraient d'une garantie publique et de ce fait, les montants des prêts accordés ne porteraient pas atteintes aux ratios de « Bâle I, II, III ».

Cependant, pour que le système fonctionne, il conviendrait de proposer des fonds de garantie, alimentés par des fonds venant des grands producteurs d'énergie. Cela permettrait aux banques de distribuer ces prêts, tout en sachant qu'une grosse partie du coût de ce prêt serait assumé par les économies d'énergies.

Une dernière solution pour financer ces prêts pourrait être le fléchage de l'épargne, une « épargne fléchée transition énergétique » et destinée à créer de la monnaie pour accorder des « prêts fléchés transition énergétique ». En ce sens, le gouvernement actuel ne semble pas réellement sur la bonne ligne. En effet, ce n'est probablement pas en doublant le plafond du livret A qu'il favorisera cette transition.

En somme, des dispositifs semblent concevables pour favoriser cette transition énergétique, mais encore faut-il les mettre en pratique.

Il reste à faire évoluer les mentalités, afin de passer d'une société centrée sur la productivité et la croissance à une société centrée sur le devenir de l'humanité. Ceci impliquerait que nos gouvernements (et certains médias) abandonnent les logiques dépassées pour prendre en main le futur avec de nouveaux outils.

* : la guerre : raisonnement typiquement keynésien : « les conséquences économiques de la paix »

* : l'apaisement de notre facture énergétique : la transition énergétique.